

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 03/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NESTLE France

Zone Rouge
Z.I. de Rouxmesnil Bouteilles
76370 Rouxmesnil-Bouteilles

Références : UDRD-2026-03-T-126
Code AIOT : 0005800523

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/02/2026 dans l'établissement NESTLE France implanté Zone Rouge BP 521 76370 Rouxmesnil-Bouteilles. L'inspection a été annoncée le 03/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'est rendue sur le site NESTLE France à Rouxmesnil-Bouteilles suite à la déclaration par l'industriel d'un rejet aqueux non-conforme vers l'Arques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NESTLE France
- Zone Rouge BP 521 76370 Rouxmesnil-Bouteilles
- Code AIOT : 0005800523
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société NESTLE France exploite sur son site de ROUXMESNIL-BOUTEILLES des activités de fabrication de poudres solubles à base de café. L'usine fabrique 25 000 tonnes de café soluble par an et emploie environ 400 personnes. Les activités sont régulièrement autorisées par l'arrêté préfectoral du 13 décembre 2017 au titre de la rubrique 2220 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (torréfaction) pour un volume d'activité de 150 tonnes de café par jour (régime de l'enregistrement). Le site est également soumis à autorisation au titre de la rubrique 4735 « Ammoniac » au regard de la quantité présente sur le site pour faire fonctionner ses installations de production de froid.

Le site est par ailleurs visé à l'annexe I de la directive IED, avec comme rubrique principale la rubrique 3110 « Combustion ».

Enfin, le site est soumis au système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre pour ses installations de combustion, en application de l'annexe I de la directive n° 2003/87/CE du 13/10/03.

Le site est coupé en deux implantations, séparées par une voie publique. Elles sont identifiées DIEPPE 1, implantation historique de production et de stockage, et DIEPPE 2, implantation dédiée au stockage.

Contexte de l'inspection :

- Pollution

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Suivi GIDAF rejets eau	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21	Demande d'action corrective	1 mois
3	Contrôle organisme extérieur	Arrêté Préfectoral du 13/12/2017, article 4.3.9	Demande d'action corrective	1 mois
4	Suivi des installations de traitement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Points de prélèvement	Arrêté Préfectoral du 13/12/2017, article 4.3.6.2	Sans objet
5	Incident rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 13/12/2017, article 3.2.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un dysfonctionnement du traitement biologique de la station d'épuration des eaux de process du site a conduit à un rejet aqueux non conforme vers l'Arques. L'exploitant doit définir les mesures correctives à mettre en œuvre afin de rétablir le fonctionnement nominal de la station, améliorer son suivi quotidien et éviter tout nouveau rejet non-conforme. Notamment, il doit définir les principaux paramètres devant faire l'objet d'une alarme afin d'améliorer le pilotage de la station et

arrêter l'installation avant un rejet non-conforme. La définition du plan d'actions correctives est attendue sous 1 mois.

Par ailleurs, le contrôle extérieur des rejets par un organisme agréé ne porte pas sur le paramètre HC (hydrocarbures). L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de mettre en place ce contrôle sous 1 mois.

Durant la visite, l'exploitant a également informé l'inspection des installations classées d'un rejet atmosphérique de poussières de café. L'exploitant a mené l'analyse des causes et mis en place des actions correctives et des actions préventives afin que l'incident ne se reproduise plus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi GIDAF rejets eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets eau
Prescription contrôlée : III. - Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures. Pour les effluents gazeux, les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière. Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle pour les effluents aqueux et sur une base de 24 heures pour les effluents gazeux.
Constats : L'exploitant a informé la DREAL d'une non-conformité de ses rejets aqueux le 29 janvier 2026, avec un dépassement de plus du double de la valeur limite d'émission en matières en suspension (MES : concentration 166 mg/L le 30/01 pour une VLE à 30, et flux : 111 kg/J le 29/01 pour une VLE à 40) et en demande chimique en oxygène (DCO: concentration 186 mg/L le 29/01 pour une VLE à 90 et flux : 262 kg/J le 29/01 pour une VLE à 150). Ce dépassement a été identifié le 30 janvier lorsqu'un opérateur a observé une coloration du rejet dans le canal de sortie de la STEP vers l'Arques. L'exploitant a arrêté l'usine et mis en œuvre des moyens de nettoyage de sa station d'épuration afin de se remettre en conformité. Il a constaté une accumulation de boues dans sa station. Son filtre à bande étant en maintenance, il a loué une centrifugeuse dont la capacité d'extraction s'avère à l'usage insuffisante. L'exploitation a repris le 31 janvier. Lors de la visite, l'exploitant déclare avoir à nouveau arrêté ses installations suite à un nouveau constat d'accumulation de boue dans la station. L'exploitant a mandaté un bureau d'études afin d'examiner le fonctionnement de sa station de traitement. Il déclare que ce bureau a identifié plusieurs leviers d'amélioration dont l'examen est en cours.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
cf point de contrôle n°4
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Points de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2017, article 4.3.6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>4.3.6.2- Aménagement 4.3.6.2.1- Aménagement des points de prélèvements Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...). Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p> <p>4.3.6.2.2- Section de mesure Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.</p> <p>4.3.6.3- Équipements Les systèmes permettant le prélèvement continu sont proportionnels au débit sur une durée de 24 h, disposent d'enregistrement et permettent la conservation des échantillons à une température de 4°C.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'examen n'a été mené que pour le point de rejet des eaux résiduelles issues de la station d'épuration avant rejet vers le milieu naturel. Lors de la visite, il a été constaté un point de prélèvement d'échantillons et un point de mesure aisément accessibles et permettant des interventions en toute sécurité. Pour le prélèvement d'échantillons, il a été constaté la présence d'équipements d'enregistrement et permettant la conservation des échantillons sur 24h. Le bol préleveur était propre.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Contrôle organisme extérieur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2017, article 4.3.9		
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets eau		
Prescription contrôlée :		
<p>Article 4.3.9. Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires avant rejet dans le milieu naturel</p> <p>4.3.9.1 Rejets dans le milieu naturel des eaux industrielles traitées dans la station d'épuration</p> <p>L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.</p> <p>Référence du rejet vers le milieu récepteur : N ° 1 (Cf. repérage du rejet au paragraphe 4.3.5.)</p>		
Débit de référence	Moyen journalier :	
Paramètre	Concentration maximale journalière (mg/L)	Flux maximal journalier (kg/j) ou flux maximal spécifique
MES	30	40
DCO	90	150
DBO ₅	30	40
NO ₃ ⁻ exprimé en N- N03	6,3	10
NGL	20	40
P TOTAL	3	9
HC	3	0,3
<p>La mesure des concentrations des différents polluants sus-visés est effectuée au moins 2 fois par an par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement selon les méthodes de référence précisées dans l'arrêté du 7 juillet 2009, relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de références. Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement sur une journée de l'installation et constitué, soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure. En cas d'impossibilité d'obtenir un tel échantillon, une évaluation des capacités des équipements d'épuration à respecter les valeurs limites est réalisée. Une mesure du débit est également réalisée.</p>		
Constats :		
<p>Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter de rapport de contrôle réalisé par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement.</p> <p>Il a transmis par courriel du 3 mars 2026 les rapports d'analyses réalisés mensuellement par un laboratoire extérieur dans le cadre de son autosurveillance. Le laboratoire est agréé par le ministère en charge de l'environnement pour l'analyse des eaux résiduaires. Cependant, les</p>		

rapports ne font pas état de la vérification du paramètre HC (hydrocarbures).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Non-conformité n°1 : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de faire réaliser la mesure des concentrations de <u>tous</u> les polluants visés à l'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral du 13 décembre 2017 par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement pour l'analyse des eaux résiduaires sous 1 mois. Le rapport de contrôle sera transmis à l'inspection dès réception afin de justifier de la mise en conformité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Suivi des installations de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Les installations de traitement, lorsqu'elles sont nécessaires au respect des valeurs limites imposées au rejet, sont conçues de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations. Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents. Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant indique que le dégrilleur est nettoyé manuellement par jet d'eau une à deux fois par jour. Le matin, l'amas de déchet pousse les portes de protection, ce qui tend à penser que la périodicité de nettoyage est insuffisante pour le bon fonctionnement de l'équipement. Une sonde de mesure en continu de la DCO sur l'effluent brut en entrée de station est installée. Si le prestataire reçoit une alarme de niveau haut, les jus sont déviés par l'exploitant vers l'évaporateur. Lors de la visite, il a été constaté que le silo épaisseur était plein. Une grille rotative doit venir casser les amas pour éviter la création de chemins préférentiels de circulation de l'eau. L'exploitant indique que l'amas de boue est tel que le moteur d'entraînement de cette grille a cassé. Une pompe vient extraire les boues pour les envoyer vers la centrifugeuse (ou le filtre à bande en temps normal). Aucun niveau haut dans le silo, permettant d'identifier l'incapacité de la centrifugeuse à extraire le volume de boue nécessaire n'est installé. Interrogé sur le délai entre la mesure non-conforme du 29 janvier et le constat de la non-

conformité le 30 janvier, l'exploitant déclare qu'il existe un turbidimètre sur le point de mesure avant rejet vers l'Arques mais que celui-ci ne fait pas l'objet d'un suivi métrologique et n'est pas associé à une alarme pour la mise à l'arrêt des installations.

Il ressort des échanges avec l'exploitant que les alarmes permettant d'identifier un dysfonctionnement de la station sont actuellement insuffisantes. Notamment, l'encrassement des installations par les boues n'est identifié que lors de la mesure des MES en sortie alors que le phénomène a déjà saturé toute l'installation.

Par ailleurs, l'exploitant a demandé par courriel du 12 mars 2026 l'autorisation à l'inspection des installations classées de réensemencer sa station avec des boues de la station d'épuration de la ville de Dieppe, à hauteur de 80m³, afin de relancer les mécanismes biologiques d'épuration. Il convient que l'exploitant s'assure que les boues ne contiennent pas des polluants non-conformes à ses propres rejets. Notamment, NESTLE France bénéficie d'une autorisation d'épandage des boues de la station de traitement par arrêté préfectoral du 31 mai 2012. Dans ce cadre, l'inspection des installations classées ne s'oppose pas à ce réensemencement mais rappelle à l'exploitant la nécessité de respecter son arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter et son arrêté préfectoral d'autorisation d'épandage.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°2 : l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de poursuivre ses investigations pour assurer le bon fonctionnement de sa station de traitement, de définir les principaux paramètres permettant de s'assurer de sa bonne marche devant faire l'objet d'un asservissement à une alarme et d'**informer l'inspection des installations des résultats de cet examen sous 1 mois**. Cette information peut prendre la forme d'un rapport d'analyse détaillé des incidents survenus sur la station d'épuration.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Incident rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2017, article 3.2.4															
Thème(s) : Risques chroniques, Air															
Prescription contrôlée : Article 3.2.2. Installations raccordées et Conditions générales de rejet [...] Rejets atmosphériques aux filtres Les rejets des poussières aux filtres BF-F280 et BF-F64 des bag-filters sont :															
<table border="1"><thead><tr><th>Tour d'atomisation</th><th>Hauteur en m</th><th>Diamètre en m</th><th>Débit nominal en Nm³/h</th><th>Vitesse minimale d'éjection en m/s</th></tr></thead><tbody><tr><td>Conduit N° 17 - filtre BF-F280</td><td>34,3</td><td>1,75</td><td>140 000</td><td>12</td></tr><tr><td>Conduit N° 18 - filtre BF-F64</td><td>34,3</td><td>0,5</td><td>20 000</td><td>12</td></tr></tbody></table>	Tour d'atomisation	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm ³ /h	Vitesse minimale d'éjection en m/s	Conduit N° 17 - filtre BF-F280	34,3	1,75	140 000	12	Conduit N° 18 - filtre BF-F64	34,3	0,5	20 000	12
Tour d'atomisation	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm ³ /h	Vitesse minimale d'éjection en m/s											
Conduit N° 17 - filtre BF-F280	34,3	1,75	140 000	12											
Conduit N° 18 - filtre BF-F64	34,3	0,5	20 000	12											
<p>Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).</p> <p>Article 3.2.4. VALEURS LIMITES DES FLUX de polluants rejetés On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :</p> <table border="1"><thead><tr><th></th><th>Conduit n°17</th><th>Conduit n° 18</th></tr></thead><tbody><tr><td>Flux</td><td>g/h par conduit</td><td>g/h par conduit</td></tr><tr><td>Poussières</td><td>5600</td><td>800</td></tr></tbody></table>		Conduit n°17	Conduit n° 18	Flux	g/h par conduit	g/h par conduit	Poussières	5600	800						
	Conduit n°17	Conduit n° 18													
Flux	g/h par conduit	g/h par conduit													
Poussières	5600	800													
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées d'un autre incident. Dans la nuit du 18 au 19 janvier 2026 une manche du filtre BF-F280 s'est décrochée. Cela a conduit à un rejet de poussière de café dans l'atmosphère. L'exploitant ne s'est pas aperçu de cette dérive et a découvert la situation suite à la plainte d'une entreprise voisine pour le dépôt de poussières de café sur ses installations. L'exploitant estime qu'au vu du débit de l'installation, environ 490kg de poussières ont été rejetées. L'enquête de l'exploitant a permis d'identifier la source du rejet, la cause de la défaillance et la cause d'absence d'alarme. Le capteur de surveillance des émissions de poussières était défaillant et il n'existe pas d'alarme de défaut de capteur ni de redondance du capteur. En mesures correctives, l'exploitant a procédé au remplacement des manches du filtre. Il a réalisé une inspection du capteur de suivi et a procédé à un nettoyage complet du système. Il a mis en															

place d'une alarme pour signaler tout défaut du capteur.

En mesure préventive, il a planifié un nettoyage systématique et une vérification du capteur de suivi toutes les 4 semaines. Enfin, il a fait un rappel des règles concernant les émissions de poussières des filtres aux équipes d'exploitation.

Les mesures ont également été appliquées pour le filtre BF-F64.

L'exploitant a télédéclaré l'incident le 03/03/2026 et a joint son rapport d'analyse à cette déclaration. L'exploitant ayant déjà réalisé l'analyse et la mise en œuvre des actions correctives et préventives, l'inspection des installations classées ne formule pas demandes supplémentaires suite à cet incident.

Type de suites proposées : Sans suite